

Je devais rencontrer le général Bizimungu à Goma à 11 heures, le matin du 16 juillet. Je voulais aussi reprendre contact avec les gouverneurs des districts de Goma et Bukavu pour vérifier moi-même leurs intentions concernant les réfugiés, plus particulièrement avec les militaires rwandais et, parmi eux, la milice. Je fus accueilli à l'aéroport par Lafourcade, qui me demanda d'être discret sur la façon dont la rencontre avec Bizimungu avait été arrangée – cela pourrait paraître suspect que le dirigeant de l'AGR soit à l'intérieur du camp militaire français.

Un officier d'état-major français me conduisit avec mon aide de camp, Babacar Faye Ndiaye, dans le labyrinthe des tentes de la cité Turquoise, puis nous laissa seuls à la rencontre du général. Bizimungu avait traversé la frontière le matin même, et il avait l'air affreux. Il était hagard, blessé au bras gauche et son uniforme était sale. Il était révolté que le FPR ne se soit pas arrêté avant Ruhengeri et n'ait pas proclamé le cessez-le-feu, ce qui aurait évité l'exode. Il n'avait rien avec lui, ni bagage, ni argent, ni nourriture, et il nous demanda si la MINUAR pourrait lui venir en aide. Je l'ai prié de communiquer avec mon équipe de liaison à Goma et de me fournir une liste de ses besoins. En partant, il demanda à mon aide de camp de lui envoyer des cigarettes et du savon.

Nous nous dirigeâmes vers Goma sous la garde d'une escorte française, passant devant des terrains cendreaux, des cadavres abandonnés dans la rue et des foules qui suffoquaient. Nous avons attendu au moins vingt minutes à l'extérieur du bureau du gouverneur avant qu'il puisse me rencontrer. C'était un homme courtois, à l'air raisonnable. Je lui demandai ce qu'il pensait de cet assaut de réfugiés, du personnel de l'armée rwandaise et de la milice. Il me répondit qu'il avait besoin d'un soutien massif de la part des ONG et de l'ONU, que l'afflux avait affaibli les infrastructures locales au-delà de leurs capacités et que sa propre population en souffrait. L'eau et la nourriture étaient déjà rares. La famine et la maladie ne tarderaient pas à faire leur apparition.

Concernant l'AGR, il dit que leurs armes légères et lourdes avaient été placées dans des sites sécurisés à plusieurs kilomètres au nord des camps et de la ville, et que les troupes zaïroises assureraient la protection des réfugiés et des ONG à Goma. Je l'informai que la

Jusque-là, je restai plongé dans le travail de façon ininterrompue. Le 8 août, notre contingent était passé de 600 à 1 000 personnes, mais nous n'avions encore que la moitié d'un bataillon et une compagnie d'infanterie, le reste étant des observateurs militaires, du personnel d'état-major et de soutien. De temps à autre, j'avais des sueurs froides devant l'imminente échéance du 22 août, alors que je serais au pied du mur. Les jeux se faisaient rapidement au Conseil de sécurité. Nous avons déposé un rapport trimestriel, une semaine auparavant, et Madeleine Albright opposait une forte résistance à la formulation du nouveau mandat « assurant » la stabilité et la sécurité au Rwanda. Le câble codé se lisait ainsi : « Selon elle, il vaudrait mieux parler de promotion de la sécurité sans s'engager avec le mot assurance ». Jusqu'où peut-on utiliser la force pour s'engager à promouvoir la sécurité sans devoir l'assurer ? Comment un officier subalterne comprendrait-il les nouvelles règles d'engagement qui résulteraient de tout ça ? Une fois de plus, nous terminerions avec des soldats morts ou blessés et des innocents sacrifiés parce que les subtilités des politicards n'auraient pas été parfaitement comprises. J'entretenais des sentiments terriblement partagés au sujet de mon départ, mais un télégramme de ce genre ou une autre réunion frustrante avec la bande des administrateurs suffisait pour me confirmer mon incapacité totale à accepter d'autres excuses, d'autres délais ou des réductions budgétaires.

Je me rendis voir Lafourcade pour le presser et l'assurer que nous étions toujours au filet pour la passation des pouvoirs et le retrait de ses forces. Il se sentait bousculé pour évacuer à temps ses hommes et son matériel, et des rumeurs continuaient de lui parvenir selon lesquelles son gouvernement pourrait lui demander de rester plus longtemps. Je lui dis que cela était hors de question – s'il restait, le FPR entrerait dans la zone et l'affronterait. Je lui ai promis de revenir la semaine suivante pour lui présenter mon remplaçant, et nous nous sommes séparés en bons termes.

Lafourcade me fournit une escorte et le transport pour rencontrer Augustin Bizimungu, qui avait demandé à me voir. L'ancien chef d'état-major de l'AGR vivait maintenant confortablement dans une maison sur une colline surplombant le lac Kivu, et il semblait

Bizimungu entouré d'officiers français  
au début de l'année

tout à fait dans son élément. Il était entouré de quelques officiers supérieurs zaïrois, de quelques officiers français et, à ma surprise, du même énorme lieutenant-colonel qui s'était présenté au bureau de Bagosora, le 7 avril (son G-2, ou officier au renseignement, un homme que l'on disait largement impliqué dans le génocide).

Bizimungu me reçut en haut du grand escalier qui conduisait à sa demeure. Le lieutenant-colonel et lui portaient des uniformes impeccables, leurs bottes étaient bien cirées. Bizimungu semblait détendu, exubérant même, au moment où nous nous sommes assis. Il se lança bientôt dans son habituelle diatribe contre le FPR, l'accusant de génocide et de vouloir exécuter les officiers de l'AGR et leurs familles. Il ne me demanda pas comment les choses se passaient à l'intérieur du Rwanda, mais il me cassa les oreilles à propos de son désir d'y retourner pour y déloger, une fois pour toutes, le FPR. Avant qu'il se mette dans tous ses états – et peut-être avant qu'il révèle quoi que ce soit de ses projets futurs – le lieutenant-colonel s'interposa et mit fin efficacement à la rencontre. Nous nous sommes levés pour nous faire nos adieux. Avec un sourire ironique, Bizimungu me dit que tout allait bien pour lui et qu'il n'aurait plus besoin de rencontrer personne de la MINUAR. Ni l'un ni l'autre n'offrit de se serrer la main.

En arrivant au Q.G. de la MINUAR, après un bref arrêt à Entebbe et une visite au président Museveni (qui me regarda gentiment dans les yeux et me dit: «Général, vous avez vieilli au cours de cette dernière année»), je vis sur mon bureau une copie de la lettre envoyée par le secrétaire général au président du Conseil de sécurité. Mon œil se dirigea vers la phrase critique: «[...] son gouvernement a décidé de réassigner Dallaire à une fonction nationale [...]. [Guy Tousignant] occupera son poste le 15 août 1994». C'était désormais officiel.

Le 13 août, Khan reçut un appel du DOMP lui demandant d'intercéder auprès du nouveau gouvernement pour retarder de deux semaines le départ de l'Opération Turquoise. J'avais discuté des raisons pour lesquelles c'était impensable, mais New York craignait sérieusement que mes paroles ne soient que fanfaronnade et que nous soyons trop peu nombreux sur le terrain pour conduire notre mission de façon sécuritaire. Khan rencontra d'abord Kagame, puis

Bizimungu  
catégorique  
pas fiable

Guy  
la ronde.  
Au moment  
le problème  
Je m'apprêtais  
envers le  
qu'il y avait  
mon emploi

Lors  
évoqua l'  
pour assurer  
énergique  
Turquoise  
mais Guy

Je fus  
maison de  
un peu plus  
il y avait  
deux heures  
remercié  
au Rwanda

J'espérais  
tâche de  
avoir témoigné  
génocide  
Le lieu où  
fait – abrité  
ont détruit

Comme  
l'enfer avec  
compris H  
Yaache, K  
moi une so